



POUVOIR JUDICIAIRE

C/9507/2022

ACJC/927/2024

**ARRÊT**

**DE LA COUR DE JUSTICE**

**Chambre civile**

**DU MARDI 16 JUILLET 2024**

Entre

**Monsieur A**\_\_\_\_\_, domicilié \_\_\_\_\_ [GE], appelant d'un jugement rendu par la 26<sup>ème</sup> Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 30 mai 2024,

et

**Madame B**\_\_\_\_\_, domiciliée \_\_\_\_\_ [GE], intimée, représentée par Me Samir DJAZIRI, avocat, Djaziri & Nuzzo, Rue Leschet 2, 1205 Genève.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 18 juillet 2024

---

Vu, **EN FAIT**, le jugement JTPI/6606/2024 rendu le 30 mai 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/9507/2022;

Vu l'appel formé le 17 juin 2024 par A\_\_\_\_\_ à l'encontre de ce jugement;

Attendu que par courrier du 11 juillet 2024, A\_\_\_\_\_ a déclaré "renoncer à l'opposition et appel au jugement du 30 mai 2024";

Considérant, **EN DROIT**, qu'une transaction, un acquiescement ou un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC);

Que dans un tel cas, l'autorité saisie raye l'affaire du rôle et statue sur les frais (art. 241 al. 3 et 104 al. 1 CPC);

Qu'il sera dès lors pris acte du retrait de l'appel et la cause sera rayée du rôle;

Qu'aucun acte d'instruction n'ayant été effectué, il est renoncé à la perception de frais judiciaires d'appel (art. 7 al. 2 RTFMC).

\* \* \* \* \*

**PAR CES MOTIFS,  
La Chambre civile :**

Prend acte du retrait de l'appel formé le 17 juin 2024 par A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPI/6606/2024 rendu le 30 mai 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/9507/2022.

Dit qu'il n'y a pas lieu à perception de frais judiciaires d'appel.

Raye la cause du rôle.

**Siégeant :**

Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Sylvie DROIN, Monsieur Jean REYMOND, juges; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière.

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

*Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.*